

Le peuple chilien a massivement soutenu le « oui » (Apruebo) à une nouvelle Constitution et à une « convention constitutionnelle » (assemblée constituante sous certaines conditions), lors du plébiscite du dimanche 25 Octobre 2020, une étape qui signe la fin de la Constitution édictée durant la dictature du général Pinochet. Les résultats, explique l'historien et éditeur de la [revue de gauche « Rosa »](#) Luis Thielemann, démontrent la volonté des classes populaires de réaliser leurs intérêts grâce à une politique plébéienne : votes et barricades.

Le Chili représente l'un des exemples les plus réussis du processus idéologique entrepris par le néolibéralisme triomphant des années 1990. Un processus qui, entre autres choses, a cherché à bannir la compréhension classiste des problèmes sociaux. Mais comme l'eau, la lutte des classes se fraye un chemin, s'imprègne de tout et s'expose dans toute son évidence. Il s'agit de la sincérité de la brutale inégalité du pays, de la façon dont l'agonie de la majorité appauvrie paie la bombance et le luxe de la minorité la plus riche, et du fait que cela a été appelé le « miracle chilien » et vendu comme un modèle de réussite. Mais tant va la cruche des exploités à l'eau patiente qu'elle finit par s'énerver, se politiser et briser n'importe quel récipient de son propre esclavage ultramoderne.

L'une des communes les plus peuplées et aussi les plus pauvres de Santiago, Puente Alto, est gouvernée depuis deux décennies par un secteur turbulent de la droite chilienne. De 2000 à 2012, son maire était Manuel José Ossandón Irrarrázaval, deux noms de famille qui dénotent la lignée oligarchique de l'actuel sénateur du district de Santiago Oriente, où se trouve Puente Alto. Depuis 2012, le maire de la commune est son dauphin, le dirigeant de droite Germán Codina. En 2016, Codina a été réélu au conseil municipal avec 81% des voix. Mais un an plus tard, en 2017, dans la même commune, la candidate présidentielle du *Frente Amplio*, une coalition électorale à la gauche de celle qui était alors la présidente Bachelet qui sera battue par Piñera, obtint pour la première fois la majorité, avec 31% des voix.

Lors du plébiscite du dimanche 25 octobre 2020 à Puente Alto, trois fois plus de personnes ont voté par rapport à 2016 ; on a également dénombré un peu plus d'un tiers du total des voix au premier tour de l'élection présidentielle de 2017. Sur ce vote massif, une écrasante majorité de 88% a voté en faveur de la modification de la Constitution de Pinochet de 1980. Le chiffre de « l'approbation » (« *El Apruebo* ») à Puente Alto est trois fois supérieur à celui obtenu par Codina en 2016, et aussi à celui obtenu par Piñera lors du second tour de la présidentielle de janvier 2018.

Ce qui s'est passé à Puente Alto est similaire à ce qui s'est passé dans des endroits comme La Pintana ou El Bosque, également des communes pauvres du sud de Santiago, où la participation électorale a considérablement augmenté, et où l'« approbation » a également dépassé 85 % du total des votes. En rupture avec les comportements électoraux traditionnels dans les quartiers les plus pauvres des grandes villes du Chili, la mobilisation électorale du 25 Octobre s'est exprimée clairement en faveur d'un changement constitutionnel et d'une intention de continuer sur le plan politique l'offensive populaire initiée par la révolte d'octobre 2019 dont les bastions se trouvaient précisément dans ces quartiers.

La tentative du président Piñera de réécrire l'histoire en prétendant que le plébiscite était l'alternative qu'il avait lui-même proposée aux partis politiques en novembre 2019 face à la révolte dans la rue qui menaçait de le virer du pouvoir (un scénario qui a eu un étrange

écho auprès de certains partis de gauche) a clairement échoué. L'insignifiance politique de Piñera et son illégitimité parmi les masses ont enlevé toute crédibilité à ses propos. Il n'a pas non plus réussi à regagner le respect de la population (durant neuf mois sur douze de l'année écoulée le Chili a vécu sous un état d'exception qui est toujours en vigueur), et cela n'a fait qu'intérioriser l'idée majoritaire que la révolte et le plébiscite sont tous deux dirigés contre son gouvernement.

En outre, le caractère manifestement classiste du vote « J'approuve » et sa force dans les quartiers les plus rebelles en 2019, parmi les corps encore troués par les balles de la police, ainsi que le souvenir de la déclaration de guerre du président aux manifestations, ont détruit toute possibilité de prendre au sérieux l'histoire d'un Piñera républicain en octobre 2019. Pour la plupart des chiliens, le plébiscite a été une victoire obtenue grâce aux combats de rue de l'année dernière. Ils n'étaient pas prêts à renoncer à la possibilité d'obtenir ce qui n'était jusqu'à la date du 25 octobre qu'une victoire symbolique d'une révolte très coûteuse en termes de vies et de stabilité. Il fallait officialiser la défaite de Piñera et de l'ordre social et politique de la Transition issu d'un pacte avec la Dictature, et c'est ce qui s'est passé.

Le « rejet »

Les résultats du camp perdant – le « rejet » au changement constitutionnel – (« *El Rechazo* ») permettent également de tirer quelques conclusions sur la force du mouvement populaire à l'offensive depuis octobre dernier. Les seuls endroits où le « Rejet » a gagné, outre la base militaire en Antarctique et une petite ville du nord à la frontière avec la Bolivie, ont été les trois communes les plus riches de Santiago : Vitacura, Lo Barnechea et Las Condes. Dans ces endroits, ainsi que dans la plupart des circonscriptions historiquement conservatrices, la participation électorale a diminué ou est restée la même que ces dernières années.

Là où la révolte ne fut pas importante et ne mobilisa pas de larges secteurs de la population, comme dans les zones rurales ou les petites villes du sud du pays (en particulier dans La Araucanía), la participation électorale fut bien inférieure aux dernières élections et, bien qu'il s'agisse de zones historiquement de droite, l'« Apruebo » a gagné. Bien qu'il soit risqué de tirer des conclusions sur la base des données disponibles sans expertise électorale, on note que les secteurs votant pour les conservateurs se sont notoirement démobilisés, et il est probable qu'ils ont connu une très forte démoralisation dans les jours précédant le plébiscite. Cela était manifeste dans le discours du gouvernement et des différents porte-parole de campagne du « Rejet », appelant désespérément leurs bases à voter.

Le *pinochétisme* n'a pas pu répéter la manifestation de masse de 1988. Il est probable qu'une partie de sa force historique, qui représente le cœur de la droite chilienne, ait été démobilisée par la crainte du COVID-19. Mais la défaite culturelle du côté conservateur est également notoire. La révolte d'octobre 2019 a été complète : il ne s'est pas agi d'une émeute de rue de plus.

Elle a bouleversé le pays, ouvert la crise du « pays modèle » et battu les cartes des priorités publiques. Il est même possible d'imaginer qu'au vu de la tonalité de la lutte sociale de l'année dernière, certains parmi la base de la droite aient pu avoir peur d'aller voter (s'ils ont vu Piñera déplacer sa circonscription électorale du centre de Santiago vers

la riche commune de Las Condes, la peur des *funas* (1) ne devait pas sembler totalement irrationnelle).

Le pinochétisme est terminé, l'oligarchie la plus cruelle du continent est dépouillée de son historicité légitime, elle n'a plus que sa force – ce qui n'est pas rien – mais rien de plus.

C'est aussi l'expression de l'impossible égalité universelle du vote. Les résultats des élections ont une importance différente selon les intérêts de classe qui sont mis sur le devant de la scène. Il est vrai que les élections ne résolvent pas la lutte des classes, mais il est également vrai qu'elles en font partie. La traditionnelle sous-évaluation du moment électoral par la gauche radicale chilienne durant des décennies doit cesser face au poids extra-électoral – social, historique, expérimental dans la recomposition du mouvement populaire – que les résultats de dimanche signifient. L'événement électoral qui s'est produit le 25 octobre, y compris les célébrations massives dans les rues des quartiers populaires de différentes villes, nous parle d'un changement de l'état d'esprit des classes sociales induit par une année de lutte sociale intense. La démoralisation d'une grande partie de la droite devrait être considérée comme un fait d'une grande importance historique. Peut-être s'agit-il d'un signe de la crise d'une forme conservatrice qui a cessé d'être une force politique.

« L'approbation »

La participation populaire massive en faveur de l'« Apruebo », écrasante dans les communes urbaines où la révolte a eu le soutien massif de la population et où la violence a atteint une intensité sans précédent, permettent également de tirer d'importantes conclusions politiques en analysant certaines données à notre disposition. Le vote « Apruebo », dans les quartiers où il a dépassé les 80%, a été principalement alimenté par le vote des femmes, des jeunes travailleurs, de l'écrasante majorité des chômeurs et des étudiants (dans les deux cas, 9 électeurs sur 10). L'« approbation » était particulièrement faible chez les retraités, les femmes au foyer et les protestants, bien que dans toutes ces catégories, elle ait été victorieuse. Il est clair que les secteurs sociaux les plus mobilisés par la révolte – les jeunes, les étudiants et les travailleurs, issus des classes populaires – ont également été les plus mobilisés sur le plan électoral.

Le fait que le vote des femmes était plus enclin au changement que celui des hommes témoigne également du poids du mouvement féministe au cours de la dernière décennie. La politisation des femmes dans les luttes de ces dernières années, en particulier depuis *le mai 2018 féministe*, et leur importante participation dans la révolte passée, explique sans aucun doute le caractère massif du vote des femmes pour l'« approbation » par rapport à celui des hommes. Cela illustre le rôle des luttes sociales des dernières décennies dans la plus grande mobilisation électorale de certains groupes sociaux.

La politisation de ces secteurs n'a pas commencé il y a un an, mais il y a au moins dix ans. Le cas des étudiants, à l'origine de la révolte, a déjà été mentionné. Par ailleurs, dans presque toutes les communes où il y a eu des conflits socio-environnementaux ces dernières années, « Apruebo » a gagné avec un vote supérieur à la moyenne nationale et avec des taux de participation historiques. Des communes comme Freirina, Petorca ou Huasco occupent les premières places sur cette liste, car leurs communautés ont participé aux conflits les plus radicaux de la dernière décennie en résistant à l'entreprise destructrice des territoires et de leurs écosystèmes.

La dichotomie proposée par certains groupes entre la persistance de la protestation de rue et la progression électorale y compris dans les institutions de la majorité mobilisée dans la révolte semble inopérante. De plus, il existe une tradition dans la région, un apprentissage historique qui se trouve confirmé par l'expérience actuelle, selon laquelle les exploités conquièrent leurs droits avec une combinaison de lutte de rue et de mobilisation électorale. En ce sens, les résultats du dimanche dans les quartiers les plus mobilisés par la révolte démontrent qu'une partie importante des classes populaires s'apprête à défendre ses intérêts par une politique plébéienne : votes et barricades.

Et maintenant ?

Mais alors que la capacité héroïque de résistance dans la lutte dans la rue (ainsi que sa capacité tactique disciplinée à contrôler la violence) s'est développée de manière remarquable jusqu'à des limites surhumaines au cours de l'année dernière, les forces agissant sur le plan institutionnel restent à la traîne. Loin de l'évolution politique d'une forte majorité qui s'est exprimée dans la rue et dans les urnes, les partis de gauche chiliens ont continué, jusqu'au dimanche 25 octobre, à observer la société avec les œillères de la période de transition.

Ils ne semblaient pas avoir pris la mesure du cataclysme populaire de 2019 et ont persisté à imaginer qu'il y avait une « autre moitié » du Chili qui ne soutenait pas la révolte et pour laquelle ils avaient un respect très proche de la peur (quelque chose de rationnel dans un pays dont la gauche a été pratiquement exterminée il y a moins de cinquante ans, et où ceux qui l'ont fait ont obtenu le soutien aux urnes de plus de quatre Chiliens sur dix en 1988). Jusqu'à maintenant, elle s'est présentée comme une simple proposition démocratique alternative à la constitution du dictateur Pinochet, sans oser reprendre fermement le programme des revendications explicitement mis en avant par les majorités qui participent de la révolte depuis un an. Mais les résultats de dimanche les obligent à un changement de perspective.

Depuis le dimanche 25 octobre, la coalition qui l'unissait au camp populaire n'existe plus. La gauche ne peut plus se contenter d'appeler à l'« approbation » pour maintenir son unité avec les majorités en rébellion pour une Constituante. Le moment est venu de mettre en place un programme qui lui permette de se distinguer de la classe politique issue de la Transition, d'appeler la majorité écrasante du 25 octobre à dépasser la simple négation du pinochétisme et à s'orienter vers l'affirmation d'une nouvelle société. Tous les appels à un programme d'unité anti-néolibérale de la gauche chilienne, qui permettrait d'allier une alternative électorale institutionnelle forte au mouvement populaire, tombent dans le vide. C'est le vide de la victoire, un abîme stratégique pour la gauche. Cette exigence est portée par les majorités qui se sont mobilisées le dimanche 25 octobre 2020, qui ont multiplié par cinq ceux qui il y a un an remplissaient le centre de Santiago en pleine révolte et se trouve dans toutes les rues de la ville. Un programme qui résonne dans tous les quartiers de la périphérie et qui s'étend dans tous les coins du centre ville, y compris dans les quartiers riches. Il doit contenir une proposition non seulement pour la Constitution, mais aussi pour transformer la majorité révoltée en pouvoir au sein des institutions, grâce à la vingtainé d'élections qui se dérouleront au Chili dans les deux prochaines années. Il ne peut plus y avoir de chantage de la part d'une « autre moitié » imaginaire du pays qui hésiterait à changer. Il est temps d'écouter le mandat incontournable d'une majorité jeune, diverse impliquée dans la lutte des classes aux cotés du peuple, dans la lutte pour un pays libéré

du néo-libéralisme.

Il est peut-être utile de se pencher de nouveau sur le cas de Puente Alto, sur cette contradiction d'une commune qui vote massivement pour le changement social, qui participe largement aux luttes dans la rue mais qui continue à élire des maires conservateurs. Une première observation nous permet de découvrir qu'il existe une grande incohérence idéologique parmi les habitants de la périphérie de Santiago et d'autres grandes villes. Une autre cohérence émerge, basique mais honnête, en faveur d'un vote dans le cadre d'une mobilisation pour la défense de leurs propres intérêts en tant que travailleurs pauvres, tout en étant indifférent à la rationalité du jeu politique formel de la Transition agonisante.

Les périphéries des villes chiliennes sont habitées par des monstres de ce clair-obscur, qui ont réussi à satisfaire une partie suffisante d'un intérêt populaire encore fragmentaire. C'est le développement politique des franges les plus exploitées des villes chiliennes qui exige une politique qui y réponde. Le chemin parcouru, de la révolte sauvage à une majorité électorale écrasante, rend urgent le besoin d'une grande gauche au plus fort du combat séculaire en cours. Une gauche pour des temps qui ne sont pas ceux de la révolution, mais de la reconquête du droit à la politique plébéienne.

Réduire le champ des plus riches, augmenter le rayon d'action et le pouvoir du peuple organisé et construire progressivement une subjectivité des classes ouvrières qui dépasse le capitalisme. Cette promesse, suspendue dans le sang de la gauche chilienne en 1973, constitue son défi pour le XXI^e siècle.

*

***Ce texte est paru dans la revue « Jacobin América Latina »
(<https://jacobinlat.com>), traduit de l'espagnol (chilien) par Christian Dubucq.***